

saient boule de neige sans que le gouvernement et les gens responsables protestent.

En 1966, les profits des sociétés canadiennes ont atteint 5.5 milliards de dollars, tous retirés d'une population de 20 millions d'habitants. Je demande au ministre si c'est juste. J'accorderais au ministre le mérite d'instituer ce programme si quelqu'un au haut de la hiérarchie se chargeait de faire quelque chose au sujet de ce problème.

En présidant au procès de certaines boulangeries canadiennes, le juge Boyd McBride déclarait:

C'était un système de travestissement et de fraude, un régime de brigandage qui équivaut à dépouiller de force de son argent un homme rencontré dans la rue... les pratiques de ce genre perpétuées par des sociétés dites honorables doivent être impitoyablement dénoncées par notre tribunal, et je les dénonce effectivement.

● (11.10 p.m.)

Le ministre sait que la chose est arrivée il y a longtemps, et depuis lors aucun gouvernement n'a fait d'efforts pour s'en occuper, même si un juge de la Cour suprême a fait des déclarations semblables.

Dans le *Sun* de Vancouver daté du 20 avril 1961, on publiait la déclaration du directeur d'une société de produits électriques qui admettait savoir qu'on avait fixé les prix sur toute la ligne et qu'il avait reçu l'ordre d'assister à des réunions illégales avec ses concurrents pour stabiliser le marché. Les députés qui restent à la Chambre, et il n'en reste plus beaucoup de ceux qui ont voté pour que la séance soit prolongée, savent ce qui se passe aujourd'hui. Ils n'ont qu'à regarder les prix des produits en magasin. C'est une honte de voir le consommateur traité ainsi.

M. E. P. Taylor, qui contrôle toutes les grandes brasseries canadiennes sauf une, aurait dit:

Je suis sûr que nous sommes assez forts pour contrôler les prix et les ventes et même s'il nous faut lancer une guerre des prix locale ici ou là pour sévir contre un petit concurrent, je suis sûr que les actionnaires seront fort satisfaits des bénéfices.

M. E. P. Taylor est censé être un grand Canadien mais, à mon avis, un Canadien, quel qu'il soit, qui fait pareille déclaration ne rend pas service au pays ou à ceux qu'il est censé représenter.

M. Adam Smith, économiste politique renommé, a déclaré:

Les membres d'un même commerce se réunissent rarement, même pour s'amuser ou se divertir, sans que la conversation finisse par une conspiration contre le public ou quelque complot pour augmenter les prix.

Le ministre et le gouvernement savent sûrement qu'à l'heure actuelle on conspire

[M. Skoberg.]

pour hausser les prix. On les hausse pour ceux qui peuvent le moins les payer. Nous en sommes au point où les gens doivent écrire à une boîte postale pour dire au ministre qu'on augmente les prix, mais cela ne sert de rien. Je suis sûr que le ministre et son ministère étudient la situation dont on leur parle, mais après l'avoir fait, traduisent-ils les responsables en justice, disent-ils aux Canadiens à quoi ils ont affaire? Je ne le crois pas.

Rendons-nous bien compte que les défenseurs de la prétendue politique de restriction du crédit et du système des profits sont ceux-là mêmes qui vident en ce moment les poches du consommateur des dollars qu'elles contiennent. Le gouvernement devrait avoir le courage de dire à ces gens que le pays n'entend pas en supporter davantage. Un gouvernement qui aurait le cran de faire cela s'assurerait le respect de toute la population. Il ne serait pas victime du traitement dont sont victimes la plupart des politiciens, y compris le ministre, car lorsqu'il parcourt le pays et rencontre des familles nombreuses dans le besoin, il leur dit d'adresser leurs instances à la case postale 99. Gageons qu'il n'est pas fier de devoir faire cela dans le cadre de la société d'aujourd'hui.

Le plus grand des problèmes auxquels les familles canadiennes ont à faire face aujourd'hui c'est le coût sans cesse croissant de la vie. C'est la première chose que mentionnent les gens en réponse aux questionnaires que je leur ai envoyés. Les pensionnés et ceux qui vivent d'un petit revenu fixe ne tarderont pas à perdre leurs foyers et tout le reste à cause de la hausse croissante du coût de la vie. Les résultats d'un récent Gallup montre que 47 p. 100 de ceux que l'on a interrogés citaient la vie chère comme la source de leurs plus graves difficultés. Nous pouvons imaginer à quelle catégorie appartiennent ceux que le coût de la vie ne tracasait pas.

Depuis 1965, le prix des aliments a augmenté de 12 p. 100; de l'habillement, de 13 p. 100; du logement, de 11 p. 100; du transport, de 10 p. 100; des soins médicaux, de 12 p. 100, et des loisirs, de 12 p. 100. Ces chiffres ne sont pas à jour, mais je suis sûr que le ministre dispose des chiffres les plus récents. Au cours de la même période, malgré quelques relèvements particulièrement considérables en 1966-1967, les majorations de salaire ont tout juste marché de pair avec les hausses des prix. Des centaines de milliers de gagne-petit ont effectivement vu leur pouvoir d'achat diminuer. Tous les députés ici, malgré l'indemnité élevée qu'ils touchent, savent que le pouvoir d'achat de cet argent baisse constamment. Nous devrions tous savoir ce que c'est que de recevoir un revenu de moins